

<https://divergences.be/spip.php?article396>



Raoul Marc Jennar

Ma part de vérité

- Archives - 2007 - N° 6 (Mars/March 2007) - International - France - Les élections -

Publication date: mercredi 28 février 2007

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

Mosset, le 15 janvier 2007

[<https://divergences.be/local/cache-vignettes/L252xH373/5-3-2b6cb.jpg>]

Publiquement. C'est nécessaire puisque, parmi les aménités que m'ont été adressées par un certain nombre de personnes qui pourtant prétendent faire de la politique autrement, j'ai été accusé d'user et d'abuser de l'autorité morale qui serait la mienne. On me reproche d'avoir, en vue des élections présidentielles, préféré Yves Salessé à José Bové, puis, dans un effort ultime, désespéré et pathétique pour sauver la démarche unitaire, d'avoir proposé Francis Wurtz en remplacement de Marie-George Buffet.

Je suis un simple citoyen. J'exerce depuis de nombreuses années une activité de chercheur en science politique. Fidèle à ce que m'a appris Pierre Bourdieu, je me suis efforcé de devenir un chercheur militant afin que les militants puissent devenir eux-mêmes des chercheurs. Et je suis donc devenu un décodeur, un défricheur de textes internationaux souvent inaccessibles, toujours inintelligibles afin que chaque femme et chaque homme puissent se les approprier et juger ainsi de la manière dont les décideurs orientent nos destinées. Habitué à cet exercice, c'est tout naturellement que je l'ai appliqué au traité constitutionnel européen.

Comme j'ai la passion de mes engagements, c'est aussi tout naturellement que j'ai répondu cent trente deux fois aux invitations à expliquer le TCE et les raisons de le rejeter. Il paraît que j'en aurais acquis une autorité morale. Je n'en sais rien. Cela ne m'intéresse pas. Je n'ai que mépris pour tout ce qui confine au médiatique. Je n'ai pas besoin d'être populaire pour être heureux. Même si, comme tout pédagogue, je ressens du plaisir à expliquer, à convaincre.

Par contre, ce que je sais, c'est que je me suis retrouvé, presque malgré moi, dans une aventure que, sans le précédent de la campagne référendaire, j'aurais sans doute regardée en observateur et où je suis devenu un acteur. Un acteur modeste sans doute, mais un acteur quand même. Cette aventure, c'est celle d'une belle ambition : donner un prolongement politique au refus du TCE exprimé par 12 millions de femmes et d'hommes qui partagent des convictions de gauche. Dès la veille du référendum du 29 mai, je n'ai pas cessé d'exprimer, à travers de multiples écrits, une préoccupation partagée par beaucoup : "nous avons suscité une immense espérance, nous n'avons pas le droit de décevoir" [1] .

Mon erreur fut de croire que la volonté d'unité était partagée par tous. Par les individus comme par les appareils qui composaient notre rassemblement antilibéral de gauche. J'avais été de ceux, assez rares, qui s'étaient inquiétés lorsque Mme Buffet, une semaine à peine après le 29 mai, avait annoncé sa candidature aux présidentielles. Mais nombreux autour de moi ont été ceux qui m'ont alors expliqué que le PCF avait vraiment changé, que Mme Buffet manoeuvrait habilement pour ménager les staliniens et les carriéristes de son parti et qu'elle était portée par un courant vraiment pénétré par la nécessité de ne pas confondre rassemblement et ralliement. Et ceux qui me le disaient avaient à mes yeux un avantage sur moi, qui ne vit en France que depuis quelques années et qui n'a connu comme communistes que ceux du Cambodge et du Vietnam. : ils avaient pratiqué, côtoyé ou observé le PCF depuis longtemps. Ils disaient bien le connaître. Le seul à me tenir des propos contraires fut Alain Krivine, qui invoquait sa longue expérience au sein de ce parti pour me dire "elle a annoncé sa candidature, elle l'a maintiendra envers et contre tout." En août 2005 !

Mais comme cette lucidité venait du leader historique de la LCR, qui a quand même quelques comptes à régler avec le PCF, j'ai préféré croire mes camarades de ce qui allait devenir le collectif national où ma présence fut réclamée comme porte-parole par l'assemblée des délégués qui l'a investi. Et donc, j'ai considéré que toutes les options

étaient ouvertes.

Dans ce contexte, mon opinion sur la candidature était la suivante :

a) José ne devait pas être candidat pour garder absolue son immense autorité morale et agir en gardien vigilant de l'unité ;

b) il fallait que nous montrions le sérieux et la rigueur de notre rassemblement en proposant la personne la plus compétente, le candidat ayant la plus forte maîtrise de tous les dossiers et capable de débattre de ceux-ci avec n'importe quel adversaire. Ma conception de la démocratie ne privilégie pas la popularité sur la compétence. Ce n'est pas parce qu'on accède facilement aux médias qu'on est capable de gérer des dossiers en toute indépendance d'esprit. Je sais, par expérience professionnelle, que l'incompétence des élus et des gouvernants facilite l'influence des lobbies et l'adoption de lois et de traités qui génèrent de l'injustice et de la souffrance. C'est la raison pour laquelle j'ai proposé la candidature d'Yves Salesses dont personne ne peut contester sa maîtrise des dossiers et sa supériorité, à cet égard, sur tous les autres candidats.

C'est l'origine de mon erreur. Si j'avais maintenu la méfiance à l'égard du PCF qu'avait suscitée l'annonce si rapide de la candidature de Mme Buffet, j'aurais compris qu'il fallait un seul candidat en face d'elle, qu'il fallait rassembler tous les courants et toutes les individualités pour faire contrepoids à l'appareil du PCF. Dans une telle perspective, la candidature de José s'imposait. Je n'ai pas compris cela. D'autant moins, que toutes les personnalités du PCF que je rencontrais, avec lesquelles, dans certains cas, je collaborais, manifestaient un esprit d'ouverture qui me confortait dans ce que me disaient mes amis du collectif national sur les changements intervenus au PCF.

D'avoir donc soutenu quelqu'un d'autre que José m'a valu de la part de certains de ses partisans inconditionnels d'être traité de "diviseur". Même si je savais que les épithètes sont, comme d'habitude, l'argumentation préférée des fanatiques, je comprenais d'autant moins que, pour moi, il était normal qu'il y ait plusieurs candidatures.

Les débats qui ont précédé l'adoption du document "Ambition-stratégie-candidatures" m'ont à nouveau alerté. Sur deux points. Tout d'abord, il était manifeste que le PCF refusait toute référence à la recomposition du paysage politique à la gauche du PS et qu'il ne pouvait être question d'indiquer que non seulement nous ne voulions pas faire un coup politique en 2007, mais que nous nous inscrivions dans la durée avec pour objectif un "nouvel espace politique". Mais, toujours confiant, j'ai même plaidé, dans certaines conférences, en faveur de la compréhension qu'il fallait témoigner à l'égard de partis qui ont une histoire et qu'il faudrait ménager des transitions.

Le deuxième point concernait les relations avec le PS. On sait que la formule inscrite dans l'Appel du 11 mai avait été insuffisante pour que la LCR puisse signer cet Appel. J'étais de ceux qui lui ont donné raison. Notre texte du 11 mai devait être plus précis. Les contacts qui furent menés pour inscrire dans le document "Ambitions-stratégie-candidatures" une formulation ne laissant pas de place à des inquiétudes légitimes ont abouti à un texte qui, personnellement, me satisfait. Mais ce qui m'a inquiété, c'est que le PCF a refusé une formulation encore plus précise qui avait été rédigée par un de ceux qui négociaient avec lui.

Ma confiance a totalement cessé au début de la dernière étape, quand la question fut celle du choix d'une candidature. Quand j'ai appris de tous les coins de France, en particulier là où j'avais donné des conférences pendant la campagne contre le TCE, que se créaient subitement des "collectifs" bidons qui ne rassemblaient que des militants du PCF, que se multipliaient des collectifs où les militants de ce parti imposaient la loi du nombre plutôt que le consensus, que, parfois, le seul nom de Mme Buffet était soumis à la discussion et que, le jour du choix, des militants du PCF jamais vus auparavant venaient en grand nombre participer au vote, j'ai compris que les pratiques léninistes - j'ai quand même quelques lectures - étaient restées bien vivantes et que l'appareil de ce parti n'avait en rien changé.

Un rassemblement comme le nôtre n'était pas en mesure de supporter la logique du rapport de forces. Le

comportement du PCF détournait des collectifs des militants non encartés qui s'étaient engagés dans la campagne contre le TCE et qui me téléphonaient pour me dire qu'ils ne voulaient pas être soumis au PCF. Notre rassemblement était donc en grave danger. J'ai multiplié les alertes auprès du collectif national. Je n'ai pas été entendu. Pour donner du poids à mes cris d'alarme, j'ai démissionné. José m'a informé qu'il ferait de même si, dans les trois semaines, rien ne changeait. Mon geste a eu le mérite de mettre au grand jour les pratiques du PCF. Malheureusement, il n'a pas incité la majorité du collectif national à s'opposer à ces pratiques.

Cette démission du collectif national - je suis resté actif dans mon collectif du Conflent, dans les Pyrénées orientales, et je n'ai pas cessé par mes écrits d'intervenir dans le débat - m'a valu des tombereaux d'injures de la part de militants communistes. Ce qui m'a confirmé que ceux-là au moins n'avaient pas changé du tout. On était bien dans la tradition léniniste de la diabolisation du contradicteur. Elle m'a valu aussi d'être traité de "déserteur". Un déserteur, c'est-à-dire un lâche, un traître. Moi qui n'ai pas eu de carrière, car toute ma vie professionnelle a subi les contre coups de la fermeté de mes engagements. Jamais, de toute ma vie, je n'ai été aussi sali que depuis que je milite dans le pays de Voltaire (« Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire. »).

Lorsque mes craintes ont été confirmées par l'attitude du PCF qui, tirant parti d'une manipulation massive des collectifs, oubliait soudainement la règle du consensus et invoquait la démocratie pour imposer le ralliement à sa secrétaire nationale, j'ai soutenu l'idée d'une candidature de Francis Wurtz. Tout d'abord parce que les qualités qui sont les siennes et que j'ai décrites dans mon texte de soutien sont réelles. Ce n'est pas un clone de Mme Buffet. Ensuite, parce qu'il me semblait important, dans une logique de rassemblement, de montrer qu'il n'y avait aucune hostilité de principe à ce qu'un communiste puisse être notre candidat. Enfin, parce qu'il m'apparaissait, ainsi qu'à plusieurs membres du collectif national, qu'il s'agissait là de la dernière chance de sauver la démarche unitaire.

Cette chance n'a pas été saisie. Et peut-être est-ce mieux ainsi, puisque de toute façon notre rassemblement était gangrené par des pratiques à l'opposé de la volonté unitaire qu'il prétend mettre en oeuvre. Ce que j'ai pu mesurer aussi par les réactions à mon soutien à cette ultime tentative. En guise d'arguments, des insultes. Vieux procédés qui signent les limites de notre démarche.

Il nous faut donc prendre acte et faire du neuf.

Prendre acte signifie reconnaître l'échec d'un rassemblement qui réunit des appareils de partis et des personnes non encartées.

Prendre acte signifie intégrer le danger de la rémanence d'une culture politique caractérisée par le besoin de rapports hiérarchisés et par l'habitude de disqualifier celui qui pense autrement.

Prendre acte signifie enregistrer la faiblesse d'un projet issu de compromis et non de convictions.

Prendre acte, c'est aussi reconnaître que parmi celles et ceux qui ont refusé le TCE parce qu'ils sont de gauche, au moins 85% n'appartiennent pas à l'électorat régulier des partis associés dans les collectifs du 29 mai. [2]

Prendre acte, enfin, c'est admettre qu'on ne fait pas du neuf avec du vieux, que les défis du siècle qui commence appellent d'autres analyses, d'autres méthodes, d'autres instruments que ceux que le 20e siècle nous a légués.

Faire du neuf signifie avant tout mettre nos pratiques en cohérence avec nos idéaux et nos valeurs. Comment peut-on prétendre bâtir un monde plus fraternel et plus juste si, même entre nous, nous sommes incapables d'un

minimum de fraternité et de respect de l'autre ?

Faire du neuf, c'est imaginer pour créer. L'espérance que nous avons suscitée doit trouver son prolongement politique. Ce qui exige de notre part, en tirant les leçons du passé, une capacité à inventer. Inventer un projet en phase avec les besoins du plus grand nombre. Inventer une réponse appropriée aux conséquences dramatiques pour les humains et pour la planète des politiques pratiquées jusqu'ici.

Faire du neuf, c'est intégrer enfin les dimensions spatiales nouvelles des défis auxquels nous sommes confrontés. Notre rassemblement est né d'un combat contre un projet européen, pas contre l'Europe. Mais dès le lendemain du référendum, la tendance majoritaire était de revenir dans nos limites hexagonales. Alors que l'essentiel de ce qui conditionne nos vies se décide d'abord dans les cercles du patronat européen, puis au sein des institutions européennes.

Faire du neuf, c'est aussi forger l'outil qui portera ce projet. Et je ne peux que répéter ce que j'ai déjà écrit. Il nous faut concevoir, après mûres réflexions, une manière d'agir ensemble qui évite les pièges du passé. Il faut tenir compte des expériences passées, de la crise des partis politiques et de leur rôle dans la crise de la démocratie. Il faut réfléchir aux tentatives de faire de la politique autrement qui ont échoué et analyser les causes de ces échecs. Il faut intégrer dans notre réflexion les explications du succès international du mouvement altermondialiste (qui ne se réduit pas à Attac, enfin sortie de crise) et de la campagne contre le TCE : le travail en réseaux plutôt que l'organisation hiérarchique pyramidale traditionnelle. Nous devons imaginer une manière nouvelle d'agir dans l'espace public qui soit en permanence en prise avec les gens et qui ne confisque pas la volonté des gens au profit d'appareils.

Faire du neuf, c'est créer une façon de militer ensemble

qui soit démocratique, mais capable néanmoins de faire des choix,
qui crée des liens de respect et de fraternité entre ses membres
qui pratique en son sein les valeurs dont il se dit porteur
qui apporte une réponse aux problèmes que posent à une véritable démocratie les limites de la délégation,
qui ne soit pas une fin en soi, mais un outil pour la transformation,
qui évite les pièges de la "carrière politique",
qui soit au plus proche des gens,
qui respecte les autonomies et les diversités
qui rassemble sans se diluer,
qui soit en capacité de surmonter les pièges de la personnalisation et de la médiatisation.
Je n'ai pas de formules toutes faites. Elles n'existent pas. C'est bien pour cela qu'il faut réfléchir et travailler ensemble pour créer. Cela ne s'improvise pas dans la précipitation et l'agitation.

L'Appel à José Bové

Je n'ai pas immédiatement signé cet appel. Parce que je savais que José n'envisageait d'être candidat que dans un contexte unitaire et que je doute fort, toutes choses restant égales par ailleurs, que Besancenot et Buffet retirent leur candidature. Je ne l'ai pas signé non plus d'emblée, car j'aurais préféré un appel à un projet plutôt qu'à un homme. Je ne prise guère la personnalisation du débat politique. Mais j'ai compris que le mérite premier de cet appel est de montrer aux appareils que ceux qui ne sont pas encartés ont une existence réelle. Bien entendu, je sais que les initiateurs de cette démarche ont d'autres ambitions.

Mais signifier par une pétition ayant un large écho que les non encartés existent et qu'ils peuvent peser ; démontrer

que José peut réunir sur son nom, par une démarche libre et spontanée, autant sinon plus de voix que celles obtenues grâce à la manipulation des collectifs par Mme Buffet ; entretenir une dynamique mobilisatrice qui donne du corps à la perspective d'un nouvel espace politique sont aussi des objectifs que permet d'atteindre cette pétition. Ces objectifs-là sont, à mes yeux, au moins aussi importants que les scénarios échafaudés ici et là dont certains, pour le moment en tout cas, relèvent surtout de la politique fiction.

C'est la raison pour laquelle j'ai signé et j'invite à signer cet appel

Propositions pour 2007

En m'efforçant à la cohérence avec ce qui précède, en tirant les leçons de mes propres erreurs (penser que le PCF avait changé et écouter ceux qui me le disaient), en évitant - ne fut-ce que par respect pour la discipline que je sers - de faire de la politique fiction, je voudrais suggérer ce qui suit dont nous pourrions tous ensemble débattre les 20 et 21 janvier :

(1) je suis d'accord avec la proposition qui consiste à dire que ce sont des citoyennes et des citoyens qui se réunissent à Montreuil, en dehors de toute référence à un parti ou à une association et en excluant qu'il y soit fait référence. Je propose que ce soit la première décision de l'assemblée. Et que ceux qui ne sont pas d'accord la quittent.

(2) je propose que l'assemblée se prononce ensuite sur un ordre du jour clair et précis. Je considère donc l'ordre du jour annoncé comme une proposition qui peut être remise en question. La seule légitimité réside désormais dans l'assemblée qui va se réunir.

(3) Mes propositions pour l'ordre du jour sont les suivantes :

- a. permettre l'expression du plus grand nombre sur les causes de l'échec du projet lancé par l'Appel du 11 mai et en tirer des conclusions concrètes ;
- b. sur la base de la situation telle qu'elle se présentera le 20 janvier, suite à l'Appel lancé à José Bové, décider d'une ligne politique pour les présidentielles ;
- c. débattre des élections législatives, mais en s'accordant au préalable sur une ligne politique claire : seuls recevront notre label des candidats totalement indépendants des partis existants et décidés à faire campagne en toute autonomie au nom de notre rassemblement. S'il devait y avoir des accords avec le PCF et la LCR, cela signifierait dédouanement des partis qui ont brisé la démarche unitaire ; ce ne serait que magouilles ;
- d. débattre du nouvel espace politique à créer avec pour objectifs au terme de nos deux journées : - choisir une dénomination : nous avons à nous définir non seulement par ce que nous condamnons et rejetons, mais aussi et surtout par ce que nous proposons. On ne peut pas se définir exclusivement comme des "anti" ; - définir les équipes de base (les comités locaux) et les critères qui les valident, - mettre en place un groupe de réflexion et de proposition sur les formes futures de ce nouvel espace politique ; - mettre en place un groupe de travail chargé du réexamen des 125 propositions trop connotées par les concessions lourdes qu'il a fallu faire à la direction du PCF ; - désigner un comité national provisoire en place au moins jusqu'au deuxième tour des élections législatives, chargé de valider les équipes de base et de coordonner les actions décidées par l'assemblée.
- e. décider qu'une nouvelle assemblée se réunira au lendemain de l'élection présidentielle pour prendre attitude en vue des élections législatives.

Je voudrais immédiatement indiquer à ceux qui ne sont pas d'accord avec mes propositions que ce ne sont que des propositions et qu'ils n'ont pas besoin de m'injurier s'ils veulent les rejeter. Merci.

Depuis que j'ai commencé à m'exprimer publiquement en France en juin 2000, à Millau, je me suis toujours exprimé

de bonne foi. En toute sincérité. Je crois avoir eu raison dans un certain nombre de cas. Et je n'hésite pas à reconnaître que je me suis aussi trompé. Je n'ai pas le sentiment - ridicule, mais fréquent en France - de perdre la face en reconnaissant une erreur. Mais je ne suis pas certain que la sincérité soit une qualité reconnue par tous. J'espère qu'elle le sera au sein de ceux qui vont désormais se mobiliser pour une alternative démocratique, sociale et écologique en France et en Europe.

[1] On trouvera ces textes sur le site de l'urfig (www.urfig.org) à la rubrique "cohérents avec le 29 mai".

[2] pourcentage obtenu en comparant la moyenne des voix obtenues par le PCF et la LCR à l'élection présidentielle de 2002 et aux élections régionales et européennes de 2004 avec le nombre de voix de l'électorat de gauche ayant voté non au TCE en 2005 estimé à 12 millions.